

Lutter contre les réformes Macron

Argumentaire n° 5 - Une politique économique alternative est possible

Depuis maintenant 35 ans, les politiques gouvernementales, sous la pression des organisations patronales – Medef en tête – attaquent les droits collectifs, le Code du travail, l'équité fiscale et la Sécurité sociale. Les discours qui servent à légitimer ces politiques antisociales suivent toujours la même rengaine : le réalisme économique imposerait de se plier toujours davantage aux diktats des marchés ; la compétitivité française impliquerait des sacrifices de la part des salarié-es ; la situation actuelle n'étant pas comparable aux années d'après-guerre, il faudrait savoir s'adapter.

Mais opposons notre propre constat, tout aussi réaliste, à ces discours fallacieux. Les profits des grandes entreprises n'ont jamais cessé de croître. La part de ces profits dévolue aux dividendes est toujours plus grande, tandis que celle consacrée aux salaires ne cesse de s'effondrer. Et une grande partie des profits réalisés, d'une part a été délocalisée pour profiter d'un coût du travail sur certains continents qui confine à l'esclavage, et d'autre part échappe à tout prélèvement fiscal.

Les politiques de l'emploi menées par les gouvernements de gauche comme de droite depuis maintenant 35 ans, et dont la politique d'Emmanuel Macron est l'aboutissement logique, se concentrent sur deux axes majeurs : détruire les protections sociales sous prétexte de favoriser l'embauche, transférer les revenus publics vers les fonds privés sous prétexte de soutenir l'investissement.

Refuser ces logiques mortifères et organiser la mobilisation pour défendre notre système social doit aussi passer par la revendication d'une politique économique alternative claire et cohérente.

Pour favoriser l'embauche et lutter contre le chômage, **nous revendiquons la réduction drastique du temps de travail**. Mais pour ne pas recommencer l'erreur des lois Aubry, cette réduction du temps de travail doit s'accompagner d'une législation rigoureuse imposant des embauches compensatoires.

Pour favoriser l'investissement, **nous revendiquons une réforme fiscale** qui passerait d'abord et avant tout par l'annulation des différentes exonérations sociales et fiscales cumulées depuis 20 ans et qui s'élèvent à plus de 140 milliards d'euros annuels. De quoi réinvestir massivement dans les services publics et la Sécurité sociale, et financer un investissement productif sous tutelle publique.

Pour une politique de l'emploi cohérente, **nous revendiquons la création d'une Sécurité sociale professionnelle**, intégrée comme 5^e branche de la Sécurité sociale. Elle permettrait le maintien du contrat de travail jusqu'à reclassement effectif du travailleur. Ce système suppose une augmentation importante des cotisations patronales pour financer le maintien du contrat de travail. Par ailleurs, la mise en place au sein de cette sécurité sociale d'un service public de l'emploi efficace implique un réinvestissement massif de la part de l'Etat.

Ces trois axes d'une politique économique alternative sont complémentaires et indissociables. Ils ne sont jamais diffusés et développés dans les grands médias ou par la puissance publique car ils rentrent en confrontation avec les milieux d'affaires et les classes possédantes. **Pour mettre en œuvre une telle politique, il est nécessaire de se mobiliser massivement afin de faire entendre notre voix et faire aboutir nos revendications.**

MARDI 12 SEPTEMBRE, POUR DEFENDRE NOS DROITS

TOUTES ET TOUS EN GREVE